

Textes Officiels

Recommandation d'une vaccination en Seine-Maritime et dans la Somme contre les infections invasives à méningocoque B : 14 : P1-7,16 et aux modalités d'organisation de cette vaccination

Une vaccination (par l'utilisation du vaccin MENBVAC®) a été recommandée sur l'ensemble du département de Seine-Maritime pour les enfants afin de les immuniser contre les infections invasives à méningocoque B : 14 : P1-7, 16.

Arrêté du 16 février 2009, JO du 18 février 2009.

Groupe d'appui technique aux pratiques non conventionnelles¹ *

Un arrêté en date du 3 février 2009 porte création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique auprès du directeur général de la santé. Il a pour mission notamment de participer à l'élaboration des critères permettant d'apprécier et de hiérarchiser la dangerosité éventuelle d'une pratique non conventionnelle, ou son caractère prometteur.

Arrêté du 3 février 2009, JO du 19 février 2009.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020280210&dateTexte=&categorieLien=id>

Conditions de transmission de poches et d'échantillons de plasma issus de donneurs de sang

Un arrêté en date du 6 février indique les conditions de transmission de poches et d'échantillons de plasma issus de donneurs de sang prélevés par l'Établissement français du sang au laboratoire de virologie transfusionnelle de l'Institut national de transfusion sanguine associé des centres nationaux de référence des virus des hépatites B, C et delta et de l'immunodéficience humaine.

Arrêté du 6 février 2009, JO du 19 février 2009.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020280219&dateTexte=&categorieLien=id>

Actualités en ligne

Évaluation du plan cancer 2003-2007 : rapport final

Le 24 février 2009, le Haut Conseil de la santé publique (qui avait été mandaté en janvier 2008) a remis son rapport sur l'évaluation du Plan cancer (2003-2007) à la ministre en charge de la santé. Le rapport du HCSP complète les travaux de la Cour des comptes sur la mise en œuvre du plan dont le rapport a été publié en juillet 2008. Si les auteurs du rapport du HCSP soulignent des progrès dans le domaine du dépistage de certains cancers, d'une meilleure organisation de la prise en charge et de l'innovation thérapeutique, ils constatent des insuffisances, notamment dans la prise en compte des inégalités sociales et géographiques (accès aux progrès thérapeutiques). Ils remarquent également que certaines données ne sont pas encore disponibles (expositions environnementales aux cancérigènes...) et que certaines mesures ont tardé à être mises en route et de ce fait, ne produiront leurs effets qu'au-delà de la période du plan (dispositifs d'agrément des établissements de soins...). Étant donné le manque de recul et les

1. Termes retenus par la Commission européenne pour qualifier les médecines alternatives.

délais de mise à disposition des données épidémiologiques, les auteurs du rapport observent que les effets et les impacts du plan sur la population sont difficiles à évaluer à ce stade et préconisent d'effectuer des mesures complémentaires à échéance plus lointaine.

Ministère de la santé et des sports, Haut Conseil de la santé publique, janvier 2009, 495 pages.

http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_cancer_230209.pdf

Plan national de lutte contre les hépatites B et C : 2009-2012

En France, les hépatites B ou C restent méconnues de la population et touchent 500 000 personnes chaque année, en particulier celles en situation de précarité et sont la cause de 4 000 décès. Aussi un nouveau plan national de lutte, faisant suite à trois précédents, a été lancé le 24 février 2009. Il vise à réduire la morbidité et la mortalité par la combinaison d'une meilleure prévention et d'un dépistage plus accessible, tout en améliorant l'accès aux traitements efficaces et les prises en charge. Le plan propose d'atteindre à son terme l'objectif de 80 % (contre 57 % actuellement) des personnes porteuses de marqueurs sérologiques ayant connaissance de leur séropositivité pour l'hépatite C et de 65 % (contre 45 %) pour l'hépatite B. Le plan propose ainsi 5 axes stratégiques : premier axe, réduction de la transmission des virus B et C ; deuxième axe, renforcement du dépistage des hépatites B et C ; troisième axe, renforcement de l'accès aux soins. Amélioration de la qualité de soins et de la qualité de vie des personnes atteintes de ces hépatites ; quatrième axe, mise en place de mesures complémentaires adaptées au milieu carcéral ; cinquième axe, surveillance et connaissances épidémiologiques. Évaluation, recherche et prospective.

Ministère de la santé et des sports, Direction générale de la santé, janvier 2009, 87 pages.

http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_hepatites_2009_2012.pdf

États généraux de la bioéthique

Le 4 février 2009, la ministre en charge de la santé a lancé les États Généraux de la bioéthique. Ces États Généraux devraient permettre aux citoyens de s'informer sur la révision de la loi bioéthique, prévue entre la fin de l'année 2009 et le premier trimestre 2010. De nombreuses questions seront soulevées lors de cette révision : assistance médicale à la procréation, dons de gamètes, recherche sur l'embryon, prélèvement et don d'organes... Trois forums sont prévus en juin à Marseille, Rennes et Strasbourg. Des rencontres régionales sont également prévues en France dans les espaces éthiques rattachés aux CHU. Un site Internet géré par l'Agence de la biomédecine sur les États Généraux est disponible à l'adresse suivante : www.etatsgenerauxdelabioethique.fr

Dossier de presse : http://www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/IMG/pdf/DP-Etatsgenerauxbioethique_2_.pdf

Études

Surveillance continue des infections du site opératoire (ISO) au CHU de Limoges, France, de 2002 à 2007 : méthode et résultats

La surveillance des infections du site opératoire (ISO) est une priorité du programme national de lutte contre les infections nosocomiales. Depuis 2002, cette surveillance s'exerce en continu au Centre hospitalier universitaire de Limoges. La méthodologie est largement inspirée de la méthodologie nationale proposée par le Raisin (Réseau d'alerte, d'investigation et de surveillance des infections nosocomiales). Depuis 2002, 6 des 10 services de chirurgie participent à cette surveillance. Cette étude porte sur le suivi, sur une période allant de 2002 à 2007, d'une cohorte de 42 314 patients avec un total de 51 581 interventions. L'importance des données recueillies au fil des années a permis en premier lieu la « démythification » et la prise en compte des infections du site opératoire par les équipes concernées. Cette base de données sert également d'outil, à la disposition des services et, pour certains, sert à l'organisation de réunions pluridisciplinaires pour la revue des dossiers des patients ayant eu une ISO.

InVS, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, n° 6, 10 février 2009.

Usages de tabac, d'alcool et de cannabis chez les étudiants en première année d'université en région PACA, 2005-2006

Le but de cette enquête est de quantifier les consommations de tabac, d'alcool et de cannabis des étudiants de la région PACA et d'identifier les facteurs sociodémographiques et socio-

économiques associés à l'usage de ces substances. Cette enquête est l'une des premières en France qui permette de quantifier les niveaux de ces usages sur un échantillon de 1723 étudiants primo inscrits dans six universités. À noter cependant que l'échantillon analysé n'inclut pas les étudiants inscrits dans les classes préparatoires aux grandes écoles, ni les étudiants qui suivent des cours à distance par téléenseignement, ni les redoublants... Les résultats de cette étude montrent une stagnation des consommations d'alcool et de cannabis et une augmentation de celle de tabac avec l'âge chez les étudiants. Le tabagisme est cependant plus fréquent chez les étudiants en couple que chez les célibataires (le statut tabagique influençant le conjoint dans un couple). Globalement, peu de facteurs socio-économiques sont associés à l'usage de ces substances : chez les garçons, les résultats suggèrent une relative homogénéité des usages de drogues à l'entrée à l'âge adulte et la « décohabitation » du milieu familial est associée à des usages de cannabis plus fréquents chez eux. Chez les filles, le fait d'exercer une activité rémunérée ou de recevoir une aide financière familiale est associé à l'usage des substances psycho-actives : la gestion des deux emplois du temps (travail/université) serait un facteur de stress probable...

InVS, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, n° 6, 10 février 2009.

Dossiers

Incinération des ordures ménagères en France : effets sur la santé

Ce numéro du *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* est consacré à l'impact de l'exposition environnementale aux rejets atmosphériques des incinérateurs d'ordures ménagères. En un peu plus de quinze ans, entre 1990 et 2006, le parc d'incinérateurs d'ordures ménagères (OM) est passé de 300 à 128 installations, la France gardant le plus grand parc d'Europe. Les installations qui restent sont tenues de se conformer aux prescriptions de la Directive européenne du 28 décembre 2000 fixant les valeurs limites d'émission des polluants actuellement en vigueur. Face à cette problématique de santé publique, deux études épidémiologiques d'envergure nationales ont été conduites, l'une sur l'imprégnation biologique aux dioxines et ses déterminants et l'autre sur l'incidence des cancers. Des études sanitaires complémentaires menées autour de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère et de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Besançon ainsi que les résultats d'un groupe de travail d'experts de l'OMS ont permis d'améliorer les connaissances sur le rôle des rejets atmosphériques sur les populations riveraines et d'avancer des réponses à cette problématique de santé publique.

InVS, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, n° 7-8, 17 février 2009.

La maladie d'Alzheimer

La revue *Actualité et dossier en santé publique* présente dans son dernier numéro un dossier consacré à la maladie d'Alzheimer, qui touche actuellement 850 000 personnes en France. S'il est encore trop tôt pour faire un bilan des 44 mesures concrètes proposées par le Plan Alzheimer de 2008, un état des lieux épidémiologiques de la maladie peut être établi. Ce dossier propose, après un état des connaissances sur les facteurs de risque de cette pathologie, d'étudier les politiques publiques mises en œuvre en France, mais aussi la prise en charge en Europe (très variable d'un pays à l'autre). Un article plus qualitatif, met en évidence, grâce à une revue de littérature, les représentations sociales de la maladie d'Alzheimer auprès de la population en général (grand public, médias, entourage familial et médical). On constate que le public interrogé décrit cette maladie jamais du côté du malade (contrairement à ce qui est d'usage) et la perçoit avant tout, comme une mort psychique.

Haut Conseil de la santé publique, ADSP, n° 65, décembre 2008.

Guide

La maladie d'Alzheimer : cahier d'activités à domicile

Ce cahier, qui fait suite au premier cahier (qui était destiné à optimiser, à domicile, la mémoire et l'orientation des malades atteints de la maladie d'Alzheimer), a un objectif plus large : il vise à aider le malade à mieux percevoir la réalité et à reconnaître et utiliser les objets dans

les principales activités de la vie quotidienne. La présentation de ce guide est essentiellement visuelle et décline 24 situations illustrées, accompagnées de questions. Ce guide, destiné aux aidants, qui ne peuvent bénéficier au quotidien, de professionnels, psychologues ou orthophonistes, peut être utilisé à tous les stades de la maladie et son utilité peut se prolonger lors des stades sévères de la maladie.

Jacques Selmès, John Libbey Eurotext, collection Guides pratiques de l'aidant, janvier 2009, 53 pages.

Atlas

Atlas régional des consommations d'alcool 2005 : données INPES/OFDT

Ce premier Atlas régional des consommations d'alcool est le résultat des enquêtes menées par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) et par l'Office français des drogues et des toxicomanies (OFDT), respectivement nommées enquêtes « Escapad » et « Baromètre santé ». En 2005, les deux enquêtes portent chacune sur 30 000 individus, ce qui autorise une étude au niveau régional de l'ensemble des indicateurs pertinents pour explorer une thématique telle que l'alcoolisation. Cette étude, étendue aux départements et territoires d'outre-mer, permet de connaître les particularités régionales des usages et des comportements à risque et les préférences pour tel ou tel type d'alcool, avec des disparités régionales importantes et parfois inattendues en métropole et selon les âges également (adolescence ou âge adulte). En terme d'évolution, la plupart des régions s'inscrivent dans la tendance nationale de baisse de l'ensemble des consommateurs et de relative stagnation des niveaux d'ivresse et d'usages à risque.

François Beck, Stéphane Legleye, Olivier le Nézet, Stanislas Spilka, Inpes, collection Études Santé/Territoires, septembre 2008, 262 pages.

Revue de presse rédigée par Antoinette Desportes-Davonneau et mise en pages par Philippe Ferrero.



téléphone
télécopie
internet

Haut Conseil de la santé publique
14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP
01 40 56 79 80
01 40 56 79 49
www.hcsp.fr